

## OUVERTURE DU 5<sup>e</sup> ROUND DU DIALOGUE INCLUSIF INTER-MALIEN À ALGER

# La menace Boko Haram rapproche les points de vue

**L'ouverture du 5<sup>e</sup> round du dialogue inclusif intermalien à Alger s'annonce prometteuse dans le sens où tous les participants ont insisté sur l'urgence d'aboutir à un accord de paix définitif au Mali. De l'avis de toutes les parties, la menace terroriste qui pèse sur l'Afrique atteste d'une telle «nécessité».**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)**  
- Le caractère d'urgence qui prévaut sur la nécessité d'un Mali stable a été largement ressenti, hier, à Alger, à l'ouverture du 5<sup>e</sup> round du dialogue inclusif intermalien, présidé par le chef de file de la médiation, le ministre des Affaires étrangères Ramtane Lamamra. C'était d'ailleurs au représentant du SG de l'ONU d'annoncer la couleur : «Il faut résoudre définitivement les tensions. Le Conseil de sécurité est décidé à prendre les mesures nécessaires contre le premier qui violera le cessez-le-feu.» S'ensuivra l'intervention du haut représentant de l'Union africaine : «Nous avons dépassé le stade des préalables, il faut aller carrément vers un accord de paix global et définitif. Les tensions et les suspicions qui peuvent encore persister ne doivent en aucun cas influencer sur l'aboutissement du processus d'Alger.» Le représentant de la Cédéao ajoute de son côté : «L'accord pour lequel nous sommes ici n'est pas une solution en soi, mais pour aboutir à une solution, il nous faut cet accord.» L'urgence d'aboutir à un résultat est aussi ressentie dans le discours du représentant de l'UE : «Il y a une volonté commune, beaucoup d'idées ont été exprimées, maintenant il faut concrétiser. Il ne faut pas chercher la perfection. Un texte existe, il ne faut pas chercher sans cesse à le raffiner.»

Pourquoi cette urgence ? Les représentants du Tchad, du Nigeria apportent à leur tour la réponse : «Face à la menace du bandit de grand chemin Boko Haram, l'Afrique mais aussi la communauté internationale

ont besoin d'un Mali stable où règne une paix durable.» Les différentes parties du conflit malien n'ont pas d'ailleurs manqué de manifester leur volonté. D'abord le chef de la délégation du gouvernement malien : «Ce n'est pas un document parfait mais c'est une base solide pour aller vers un accord de paix, quitte à le parfaire plus tard. Au regard du retour en force du terrorisme dans la région, nous ne

pouvons pas nous permettre une divergence nationale.» Le président de la Coordination du mouvement Azawad est également du même avis : «Le terrorisme profite de ce conflit, si ce n'est d'ailleurs sa résultante. Deux des nôtres ont été égorgés il y a deux jours par un groupe terroriste. Nous devons comprendre l'importance de la cohabitation entre nous.»

L'autre partie malienne, à savoir le chef de la délégation de la plateforme, conclut : «Le processus d'Alger doit aboutir à l'enfentement d'un accord global et définitif. Nous devons y apporter les preuves au-delà des mots et des discours.»

M. M.



Photo : New Press.

## JÉRUSALEM 1957. ALGER, LE CAIRE, TUNIS 2015

# La décapitation des chrétiens d'Égypte et la — seule — bonne réponse de Sissi

**Des comme Sarkozy, il y en a beaucoup, ici, en Europe. Le Caire le sait et Alger doit le savoir.**

**De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari**

L'Égypte de Sissi, Etat renaissant de ses cendres depuis la triste fin du règne des Frères musulmans, a réagi à l'effroyable décapitation de 21 de ses ressortissants, de religion chrétienne. Que pouvait faire d'autre Le Caire ? Condamner par communiqué l'horreur ? Laisser passer en attendant que passe la tourmente ? Opérer en secret par le biais des moukhabarates ? Se venger en actionnant d'autres groupes qui accepteraient de se mettre à sa solde ? Attendre ou la quémander une aide internationale ? Coopérer avec Paris ou Rome pour intervenir ? Toutes les options étaient sur la table. Les stratèges égyptiens ont choisi, vraisemblablement, avec l'accord du «gouvernement» de Tobrouk de ne pas se laisser intimider et d'envoyer des signaux forts à tous.

Aux terroristes de Daesh, évidemment, mais aussi et — surtout — aux puissances occidentales

: France, Grande-Bretagne, Etats-Unis qui s'installent, déjà, en Libye comme tutrices et parraines. Le Président Sissi a tracé les lignes à ne pas dépasser. Rouges ou jaunes, les couleurs importent peu.

L'essentiel étant que Le Caire a décidé de ne pas se laisser distancer en ex-Libye.

Il faut, évidemment, parler d'ex-Libye depuis la guerre que l'Otan a déclenchée dans ce pays et que l'ex-président Sarkozy a bien voulu diriger pour le compte de l'Alliance et des Etats-Unis. En éliminant Gueddafi, Sarko et le Traité savaient exactement ce qu'ils faisaient.

La destruction et l'éclatement de la Libye étaient inscrits dans l'agenda que l'après-Gueddafi ouvrait. Le crime contre un chef d'Etat, controversé, certes, mais légitime, ne pouvait déboucher que sur la situation présente.

Une Libye disparue, de facto, de la géographie et remplacée par au moins trois entités, si peu fédérées et impréparées à la gouvernance. Tripoli, Cyrthe, Benghazi, Tobrouk ressemblent à Jérusalem en 1947 où tous les services de renseignement des puissances de l'époque, les chefs de tribus palestiniennes, les trafiquants, les vendeurs

d'armes, les passeurs d'or et de diamants, les chefs religieux musulmans, juifs, chrétiens de toutes obédiences, les leaders progressistes qui pressentaient qu'un «mauvais coup s'y préparait», s'y côtoyaient, s'y abordaient, s'y familiarisaient, chacun roulant pour son compte ou pour sa chapelle. Le reste, ça a été la proclamation d'Israël.

Croire ou se laisser berner par l'illusion que le démantèlement de la Libye est le seul objectif, serait non pas naïf, mais une analyse criminelle, une projection aux conséquences historiques peut-être à jamais irréversibles.

C'est toute la région qui est non pas concernée, mais visée. L'Algérie, l'Égypte, la Tunisie sont en première ligne. Sissi le sait si bien qu'il a envoyé ses troupes et ses messages. A bon entendeur, salut... Le dialogue interlibyen drivé par Alger est une voie exceptionnelle de règlement, mais est-ce, sera-ce suffisant ?

Pas sûr, et si le dialogue échoue, il faut sans doute faire comme Le Caire, frapper avant d'être frappé, intervenir pour empêcher d'autres d'intervenir. Des comme Sarkosy, il y en a beaucoup, ici...

A. M.

## LIBYE

# L'Égypte bombarde des positions de l'EI pour venger les chrétiens décapités

**Les avions de combat égyptiens ont bombardé hier des positions du groupe Etat islamique (EI) en Libye en représailles à la décapitation de 21 chrétiens coptes égyptiens revendiquée par l'organisation jihadiste.**

Les présidents égyptien Abdel Fattah al-Sissi et français François Hollande ont appelé conjointement l'ONU à réunir son Conseil de sécurité pour décider de «nouvelles mesures» contre l'EI. Le Caire a en outre insisté sur la nécessité impérieuse d'une «intervention ferme» de la communauté internationale pour enrayer la progression du groupe en Libye. L'intervention contre la branche de l'EI en Libye marque l'ouverture d'un nouveau front pour l'armée égyptienne, qui peine déjà à contrer sur son territoire des jihadistes affiliés à l'EI menant des attentats spectaculaires contre les forces de l'ordre. «Nos forces armées ont mené hier des frappes aériennes ciblées contre des camps et des lieux de rassemblement ou des dépôts d'armes de Daesh en Libye», a annoncé l'armée égyptienne.

Les militaires ont rendu publiques des images montrant des avions de combat —manifestement des F-16 de fabrication américaine — décollant en pleine nuit. Des témoins ont assuré à l'AFP en Libye que des avions avaient frappé à Derna, fief des jihadistes à 1 300 km à l'est de Tripoli. Avec ces exécutions revendiquées dimanche soir par sa branche libyenne, l'organisation jihadiste

démontre qu'elle a exporté ses méthodes d'extrême brutalité en dehors des régions qu'elle contrôle en Syrie et en Irak où elle multiplie les atrocités.

Sur la vidéo de l'EI diffusée sur internet, des hommes portant des combinaisons oranges, semblables à celles d'autres otages exécutés ces derniers mois en Syrie, sont alignés sur une plage les mains menottées dans le dos, avant que leurs bourreaux ne les décapitent au couteau.

Les autorités ont annoncé un deuil national de sept jours.

Dans le village d'Al-Our, dans le sud, d'où étaient originaires 14 des victimes, les familles ont laissé éclater leur chagrin dans la petite église.

«Mon fils est parti en Libye il y a 40 jours pour gagner de l'argent et préparer son mariage», s'est lamenté Bishri, le père de Kirolos Bishri, 22 ans, avant de fondre en larme. Dans cette province de Minya, la minorité copte — moins de 10% de la population égyptienne — est très présente.

Exprimant sa «profonde tristesse», le pape François a souligné que les 21 hommes avaient été exécutés «pour le seul fait d'être chrétiens».

Tandis que Washington a condamné un «meurtre abject», estimant que «la barbarie de l'EI n'a pas

de limites», M. Hollande, dont le gouvernement devait signer hier la vente d'avions de combat Rafale avec l'Égypte, a «exprimé sa préoccupation face à l'extension des opérations» du groupe jihadiste en Libye.

«Aujourd'hui, preuve est faite qu'il y a des centres d'entraînement et des actions spécifiques de Daesh en Libye», a commenté le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, avant de s'envoler pour Le Caire. «La Libye, c'est de l'autre côté de la Méditerranée, c'est très proche de nous, d'où la nécessité d'être très vigilant et d'être allié avec les pays de la coalition, comme l'est l'Égypte», a-t-il ajouté.

Avec les frappes menées en Libye, le président Sissi montre aux pays occidentaux qui ont critiqué son bilan en matière des droits de l'Homme que son régime est un rempart contre l'ennemi jihadiste commun, estiment des experts.

«Ces frappes élèvent l'Égypte à un nouveau niveau dans sa lutte contre les organisations extrémistes», a jugé Mathieu Guidère, professeur d'islamologie et de géopolitique à l'Université de Toulouse en France.

La dernière vidéo d'exécution diffusée par l'EI remontait au 3 février, lorsque le groupe avait montré un pilote jordanien brûlé vif dans une cage. Il avait été capturé en Syrie en décembre, lors d'une mission dans le cadre de la coalition internationale antijihadistes menée par

Washington. Accusée de nettoyage ethnique et crimes contre l'Humanité, l'EI a reçu l'allégeance de plusieurs groupes jihadistes, comme les insurgés égyptiens d'Ansar Beït al-Maqdess qui a récemment rendu publiques des vidéos d'attentats spectaculaires ou de décapitations dans le Sinaï (est).

La Libye est plongée dans le chaos depuis la chute en 2011 de Mouammar Kadhafi, les autorités ne parvenant pas à contrôler les dizaines de milices formées d'insurgés qui font la loi face à une armée et une police régulières affaiblies. «Laisser la situation en l'état en Libye sans une intervention ferme pour y stopper la progression des organisations terroristes représenterait une menace claire pour la sécurité internationale et la paix», a averti à l'adresse de la communauté internationale le ministre égyptien des Affaires étrangères Sameh Choukri.

De son côté, le chef du gouvernement italien Matteo Renzi a appelé hier le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi et prôné ensuite la prudence en Libye, excluant pour le moment toute intervention militaire.

Plusieurs ministres italiens avaient clairement manifesté leur inquiétude ce week-end face à l'avancée de l'organisation de l'Etat islamique (EI) en Libye, réclamant une mobilisation internationale forte pour contenir cette menace.

«Sur la Libye, il faut de la sagesse, de la prudence et un certain sens

de la situation», a déclaré M. Renzi dans une interview à la chaîne de télévision TG5. «La situation échappe à tout contrôle, mais ce n'est pas le moment pour une intervention militaire.» Selon un communiqué officiel italien, M. Renzi s'est entretenu au téléphone avec M. Sissi, pour présenter ses condoléances après l'assassinat en Libye de 21 coptes égyptiens par des jihadistes de l'EI et pour évoquer «les mesures politiques et diplomatiques dans le cadre du Conseil de sécurité de l'ONU pour restaurer la paix et la sécurité» en Libye. «L'affaire est compliquée, nous la suivons avec une grande préoccupation et attention, mais on ne peut pas passer de l'indifférence totale à l'hystérie et à une réaction déraisonnable», a estimé M. Renzi à TG5, alors que l'Égypte a bombardé hier des positions de l'EI en Libye.

«Il n'y a pas une invasion de l'EI en Libye, mais certaines milices combattant en Libye ont commencé à faire référence à l'Etat islamique», a-t-il expliqué.

«Si l'on implique tous les acteurs en jeu, les tribus locales mais aussi les pays de l'Union africaine et naturellement les pays européens, je suis absolument certain que la force de l'ONU est décidément supérieure à celle de ces milices radicales», a-t-il déclaré. «La communauté internationale a tous les instruments à sa disposition si elle souhaite intervenir. La proposition est d'attendre le Conseil de sécurité», a-t-il insisté.